

Les absents ont toujours tort

Stephan Rupp, Einsiedeln, Vice-Président SSP

Traduction: Pierre Klauser, Genève

Ce dicton affirme que seul celui qui s'engage et participe activement a droit à la critique.

Dans un environnement complexe, comme celui dans lequel nous exerçons notre merveilleux métier, il est de plus en plus important d'être présent et de lutter. Il ne suffit plus d'être simplement «médecin», d'être là pour ses patients, détaché des désagréments du dur monde extérieur. Toujours plus de charges, de restrictions, de bureaucratie encombrant notre pratique professionnelle. Si nous voulons maintenir notre métier de pédiatre comme nous l'aimons, nous devons nous engager pour sa sauvegarde. Pour une grande part des politiciens, nous ne sommes qu'un facteur de coûts, une masse à manœuvrer. Les assureurs préféreraient bien un système de santé sans médecins et les pharmaciens sont de l'avis que tout serait plus simple sans nous. Par chance, il se trouve encore nos patients et leurs parents pour apprécier notre activité.

Certes nous avons eu bonne presse après le 1er avril et le succès de sa manifestation; effectivement, personne n'est contre les médecins de premier recours. Il reste toutefois à souhaiter que ce ne fût pas un soutien du bout des lèvres. Quelques exemples de ces derniers temps ne laisse guère présager positivement. Je fais allusion au Tarmed qui devait originellement mieux positionner les médecins de premier recours, aux contrôles de qualité capables de se multiplier sans fin, naturellement tout ceci pour la sécurité du patient! Il est inutile de souligner que les coûts engendrés par ces décisions politiques incombent finalement au médecin. On discute d'autres baisses de valeur de point pour le laboratoire.

Même si ce n'est jamais reconnu officiellement par les politiciens, les coûts passent avant la sécurité des soins. Une baisse dans le tarif du laboratoire aurait des conséquences très larges. Comme médecin installé je n'ai en effet que deux solutions si le laboratoire ne se facture plus. Soit je décide de continuer à exploiter un labora-

toire du praticien, même déficitaire, comme prestation gracieuse envers mes patients, soit je l'abandonne. Mais ceci signifie que je dois traiter mes patients différemment, avec certainement plus d'antibiotiques, plus de contrôles ultérieurs et de discussion de résultats. Le perfide est que pour le public c'est moi qui suis le mauvais médecin qui n'offre plus le laboratoire déficitaire, et non le politicien qui est mauvais politicien car il en rend l'exploitation économiquement impossible. Le politicien n'est jamais fautif.

Pour nous, il est clair que les enfants doivent être traités dans un hôpital pédiatrique, ou au moins dans une unité pédiatrique d'un hôpital général. Avec la future introduction de l'estimation des prestations hospitalières par DRG, on risque de voir les soins stationnaires aux enfants ne plus être payés adéquatement. Cela pourrait conduire à la fermeture d'unités ou hôpitaux pédiatriques, et au traitement de jeunes patients dans des unités générales. Naturellement le politicien ne fermerait activement aucun hôpital! Ce ne serait pas nécessaire! Quand les conditions-cadres se péjorent suffisamment, les hôpitaux se ferment tout seuls.

Une autre embûche qui sera posée sur notre chemin est déjà en route. La carte d'assuré et la carte de patient coûteront des millions. Les cabinets et les hôpitaux devront adapter les systèmes informatiques pour pouvoir «traiter» ces cartes. Vous demandez qui prendra en charge ces frais? Je crois que vous le savez déjà...

Je n'ai dévoilé ici qu'une partie des problèmes qui nous occupent. Bien d'autres seront posés en travers de notre route. Certains sont connus, d'autres nous sont encore inconcevables.

Vous pédiatre hospitalier ou en cabinet, vous pouvez méditer sur ce que cela signifie pour vous. Vous êtes satisfait de la situation et vous ne voyez aucune nécessité d'agir? Tant mieux pour vous, continuez à travailler heureux et satisfait, aussi longtemps que vous le pouvez encore. Feuillotez tranquille-

ment ce journal, vous y trouverez encore beaucoup de thèmes intéressants.

Vous n'êtes effectivement pas satisfait, mais pensez que les autres vont régler cela? Merci beaucoup de votre confiance. Je dois pourtant vous chuchoter confidentiellement que vous exigez trop «des autres». Il ne suffit pas que quelques uns s'engagent et que les autres se contentent de les critiquer. Réfléchissez. Ne devriez-vous pas être actif vous-même pour mieux atteindre vos buts?

Vous êtes d'avis que cela ne peut pas continuer et que l'on doit faire quelque chose? Bien! Vous voulez vous engager pour votre métier et pour vos patients? Merci beaucoup. Annoncez-vous auprès de notre secrétariat, de votre société cantonale de médecine, ou à tout autre endroit où vous vous sentez représenté. Lutte avec nous pour la Pédiatrie, pendant qu'elle existe encore, comme nous l'aimons. Il n'est pas trop tard!

Nous nous réjouissons de votre courriel ou de votre appel.